



Political Risk Map

Problèmes de paiement en devises fortes, insolvabilité des autorités, interférence de la politique dans l'économie, tel est en 2015 un échantillon des principaux risques politiques auxquels sont exposées les entreprises dans les marchés émergents. Les risques augmentent sous l'effet de l'évolution des prix pétroliers, de la hausse des taux aux Etats-Unis, du conflit qui oppose la Russie et l'Ukraine ainsi que des activités des groupes terroristes islamistes comme Boko Haram.

Au total, les entreprises de 12 économies émergentes sur les 163 étudiées sont exposées à des risques politiques plus importants. Dans sept pays, la situation est devenue plus sûre pour les entreprises. On remarque également que les pays du BRICS ne sont plus les locomotives de l'économie mondiale en conséquence de la violence politique, de l'insolvabilité du

gouvernement ou de l'ingérence de la politique dans l'économie. C'est ce qui ressort de la 17ème carte des risques politiques, une cartographie mondiale établie chaque année par le conseiller en risques et courtier en assurances Aon et qui présente les risques politiques pour les entre-

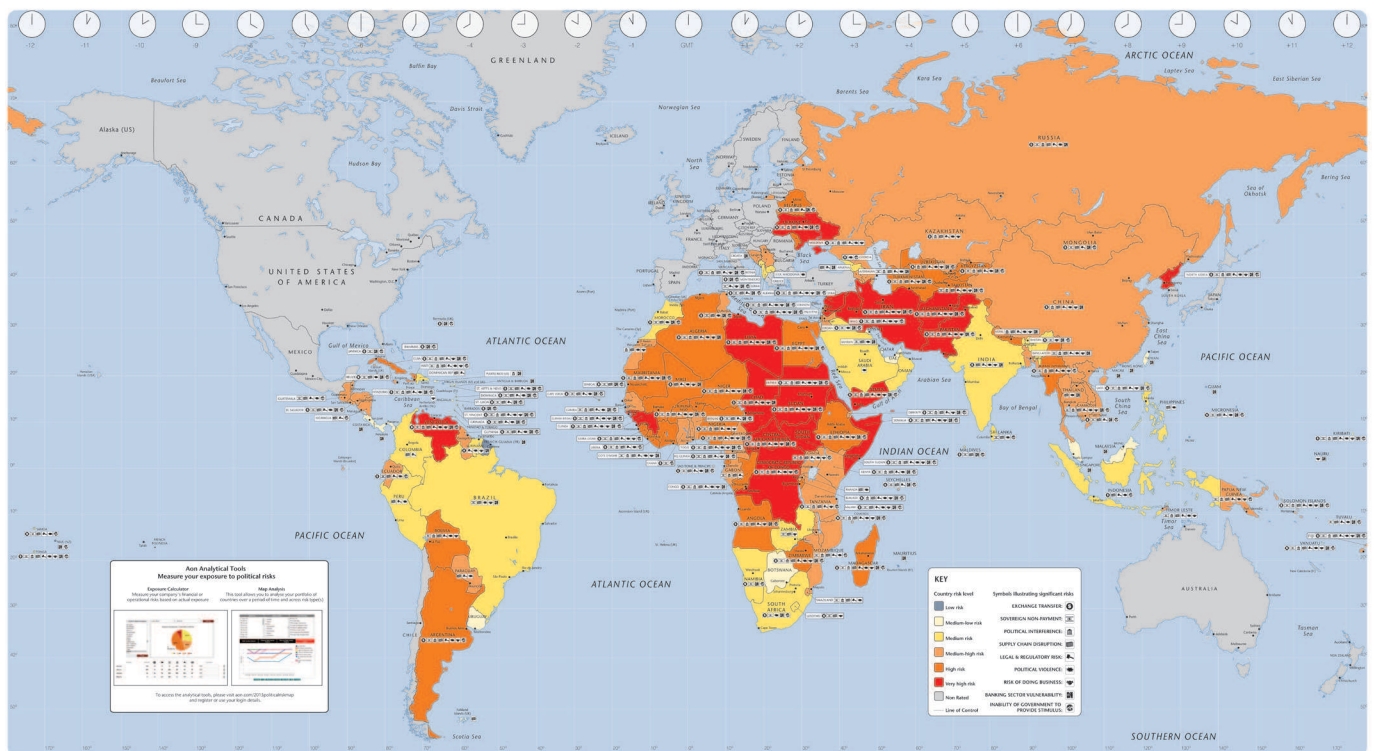
Ces risques augmentent notamment dans les pays d'Afrique. Du fait de la chute du prix du pétrole, les entreprises qui font des affaires dans cette région avec les pays producteurs de pétrole comme l'Angola, le Ghana et le Mozambique courent un risque plus important de rencontrer des problèmes de paiement en devises fortes et de faire face à des autorités qui ne peuvent pas satisfaire à leurs obligations de paiement. Il est également devenu plus risqué de faire des affaires dans les pays du Maghreb, en Russie et au Venezuela, entre autres suite à la chute du

prix du pétrole. Les pays du Moyen-Orient souffrent eux aussi de la baisse du prix du pétrole mais, grâce à leurs réserves financières, les risques politiques dans ces pays restent maîtrisables.

Le conflit dans l'est de l'Ukraine, les sanctions à l'encontre de la Russie et le faible prix du pétrole rendent les affaires dans cette région très difficiles. Dans les pays voisins comme la Biélorussie et le Kazakhstan, les conséquences sont également négatives pour les entreprises internationales. "Cependant, la Russie et les autres pays du BRICS ne sont pas les seuls à voir leurs perspectives économiques reculer. D'autres pays émergents sont dans le même cas. Nous ne pouvons pas dire si les pays en développement sont arrivés à la fin d'une période de forte expansion," déclare Jean-Louis Coppers, administrateur délégué de CRION, courtier spécialisé en assurance Crédit et risques politiques,



2015 Political Risk Map



Aon's political risk experts use a combination of market experience, innovative analysis tools and tailored risk transfer programmes to help you minimise your exposure to political risks. Aon designs risk transfer and management programmes to respond to adverse political actions, providing balance sheet protection and business facilitation. Political and security risk assessments are also available, allowing you to make informed decisions regarding your operations and investments.

For further information, please email prienquiries@aon.co.uk or visit www.aon.com/political-risks
© Copyright Aon Group, Inc. 2015. All rights reserved. Published by Aon Global Corporate Marketing and Communications.



Aon's Political Risk Experts
Roubini Global Economics is a leading macroeconomic research and country risk firm best known for its accuracy in predicting developments and crises. Roubini Country Risk combines expert research and risk assessment tools, enabling you to better understand and proactively manage counterparty, macroeconomic, political, business and credit risks.

filiale d'Aon. "Cela signifie-t-il pour autant le retour de l'ancien modèle du 'stop and go', l'alternance de périodes de forte croissance économique et de périodes de faible croissance, voire de recul?"

Outre le faible prix du pétrole, la lutte contre les groupements islamistes extrémistes dans un certain nombre de pays rend le climat fébrile pour les entreprises. La lutte contre l'Etat islamique entraîne des risques élevés au Moyen-Orient et en cas d'extension dans toute l'Asie de l'Ouest, tandis que les groupements comme Boko Haram et al-Shabaab compliquent sérieusement un climat déjà difficile en Afrique Centrale et du Nord.

Le conseiller en matière de risques et courtier d'assurances Aon a mesuré les risques politiques dans 163 pays et territoires. La carte donne un aperçu des risques généraux encourus par les entreprises au niveau international, et des risques encourus dans un certain nombre de territoires spécifiques en relation avec les mesures (ou l'absence de mesures) de gouvernements étrangers. Chaque pays repris sur la carte est évalué en fonction de certains types de risque: problèmes de paiement en devises fortes, insolvabilité des autorités, interférence de la politique dans l'économie, perturbations dans la chaîne d'approvisionnement, législation et réglementation, violence politique, facilité de traiter des affaires, vulnérabilité des institutions financières et capacité des autorités de mettre en œuvre une politique fiscale.

Chaque pays a reçu une évaluation sur une échelle qui va de 'Faible' en passant par 'Moyen-faible', 'Moyen' et 'Moyen-élevé' pour atteindre 'Elevé' et 'Très élevé'. Les pays membres de l'Union européenne et de l'OCDE ne sont pas repris sur la carte en 2015. Les évaluations des pays ont été réalisées sur la base d'une combinaison des analyses effectuées par Aon Risk Solutions conjointement avec Roubini Global Economics, cabinet international d'analyses et de conseil, et de l'avis de plus de 20 syndicats ou sociétés d'assurances de Lloyd's spécialisés dans l'évaluation des risques politiques. Les risques politiques pour les entreprises ont augmenté en

Angola, en République d'Afrique Centrale, au Burkina Faso, au Ghana, en Guinée, à Haïti, en Lybie, au Mozambique, à Oman, au Pakistan, en Sierra Leone et en Ouganda. Les pays les plus risqués sont l'Afghanistan, la République d'Afrique Centrale, le Tchad, la République Démocratique du Congo, l'Erythrée, la Guinée-Bissau, l'Iran, l'Irak, la Corée du Nord, le Pakistan, la Somalie, le Sud Soudan, le Soudan, la Syrie, le Venezuela et le Yé-

men. En République Dominicaine, en Equateur, en Géorgie, au Laos, à Panama, au Swaziland et au Zimbabwe, les risques diminuent. Les risques ont surtout diminué l'an dernier dans les pays d'Amérique Latine et dans les Caraïbes. Cette région profite de la croissance économique aux Etats-Unis.

Info: www.aon.2015.political.risk.map
www.interactive.political.riskmap.aon

TVM Belgium

Package Voiture de société

Le Package Voiture de société de TVM s'adresse à ses clients existants, des entreprises de transport qui ont des voitures de société, mais également aux PME et aux entreprises plus importantes. Le Package en question est un pack sur mesure qui comprend la RC, l'Omnium, la Protection juridique et la couverture du conducteur.



- **Responsabilité civile:** dans cette couverture se trouve comprise une assistance standard après accident étendue à la Belgique et au Grand Duché du Luxembourg ainsi qu'à une zone de trente kilomètres au delà des frontières nationales. La couverture s'étend à la clause BOB et à la clause sistership (collision entre deux véhicules de la flotte).
- **Omnium:** le choix est ouvert entre une Omnium complète ou une couverture Incendie-Vol. Avec une couverture illimitée des frais de dépannage et de rapatriement après un accident.
- **Protection juridique:** assistance juridique professionnelle en cas de litige via la garantie Protection juridique Car Plus.
- **Assistance:** le client bénéficie dans toute l'Europe d'une assistance après accident ou panne.
- **Couverture du conducteur:** le client a le choix entre une couverture forfaitaire et la couverture Droit commun.

En tant qu'assureur de niche, TVM Belgium ne se limite pas à l'assurance des entreprises de transport, mais couvre également le transport pour compte propre et les entreprises qui utilisent du matériel roulant d'exploitation.